

entreprises. Les 50 p. 100 qui sont contrôlés en grande partie par des capitaux étrangers appartiennent au secteur le plus important: il s'agit d'entreprises qui peuvent investir 10 ou 20 millions de dollars et déduire ces dépenses de leur capital d'exploitation plutôt que des bénéfices qu'elles réalisent sur le marché canadien des biens de consommation. En d'autres termes, nous nous enfonçons toujours davantage, et aucune des dispositions du bill ne pourra permettre de nous en sortir.

Ce qu'il faudra admettre, et cela était bien évident à l'Université de New-York, c'est qu'il y a au monde un grand nombre de personnes, y compris au Japon et dans le Marché commun, et de toute évidence aux États-Unis, qui sont convaincues qu'une nation ne peut se développer qu'en utilisant ou en encourageant la création de sociétés plurinationales. Ces personnes reconnaissent que dans le monde entier, on redoute de plus en plus les activités de ces géants. Qui blâment-elles? Elles blâment ceux qui sont inquiets et se sentent menacés par cet état de choses.

Voilà ce qu'en pensent certains économistes éminents, tels que Charles P. Kindleberger du MIT, que je cite:

Les sociétés internationales stimulent l'élaboration de politiques internationales. Elles laissent moins de place à l'État-nation indépendant, avec ses propres coutumes et son propre droit.

C'est exactement la raison d'être de la Chambre.

Raymond Vernon, professeur de marque à Harvard, déclare:

On peut tolérer, jusqu'à un certain point, l'asymétrie fondamentale entre les entreprises multinationales et les gouvernements nationaux, mais au-delà de ce point il faut rétablir l'équilibre en rendant les sociétés comptables envers un organisme gouvernemental à caractère multinational.

Voilà donc de quoi il s'agit dans ce bill-ci, de l'entreprise multinationale qui a une exploitation dans un pays donné et qui veut s'introduire dans le vôtre. Ici, nous avons une loi sur les sociétés qui permet à ce genre d'institutions d'exister à perpétuité. Personne d'entre nous n'est immortel, et même cette institution se réexamine, peut-être pour s'améliorer, tous les quatre ans. Toutes les institutions auxquelles nous pouvons songer ont des comptes à rendre à quelqu'un, sauf l'institution connue sous le nom de société; et parce qu'une société a conquis le temps, elle veut maintenant conquérir l'espace. Elle veut pouvoir aller partout. C'est une sorte de panthéisme. Quand elle tente d'aller de l'avant, elle se heurte à la résistance de gens semblables en tout à ceux que nous avons ici à la Chambre aujourd'hui.

Permettez-moi de cerner le problème davantage. George Ball, que nous connaissons tous, dans un article où il traite de l'importance d'être apatride, c'est-à-dire une société internationale sans patrie et entièrement libre, ne relevant même pas de son propre gouvernement, affirme:

Une loi internationale sur les compagnies a, d'après moi, des avantages intrinsèques. Elle offre les meilleurs moyens auxquels je puisse songer de préserver le vaste potentiel d'expansion de la société mondiale.

Que veut-il dire? Il veut parler d'une tentative en vue de créer une autorité supranationale, dotée d'une charte accordée par les Nations Unies, qui régirait l'activité de diverses assemblées nationales dans le monde entier. Cette recherche d'un état supranational est l'aboutissement logique de notre évolution actuelle. Il s'agit d'une initiative en vue de soustraire ce que nous pourrions appeler une société cosmopolite, que ce soit une autorité à allégeances ou à succursales multiples, qu'elle soit multinationale ou internationale, à la politique, de la placer au-dessus de la politique ou de la rendre apolitique.

[L'hon. M. Kierans.]

J'admettrai que les planificateurs des sociétés pourraient faire mieux. Sans aucun doute, ils disposent de ressources plus importantes: capitaux, technique et même compétences administratives qu'ils peuvent consacrer à des tâches déterminées. Ils ne peuvent cependant décider pour un peuple de la répartition des ressources de la nation. Et c'est la raison d'être d'une institution comme la Chambre. La politique doit définir les problèmes à résoudre selon les habitants d'un pays, et non selon les sociétés plurinationales, quelles que soient leurs prétentions à la supériorité technique.

Je suis partisan d'un mouvement libre des capitaux internationaux. En tant qu'économiste, j'y souscris, comme je souscris au libre échange des biens et des produits. Ce qu'on recommande aujourd'hui, en même temps que le mouvement libre des capitaux internationaux, c'est le principe du mouvement libre des droits de propriété. C'est une chose tout à fait différente.

Les États-Unis doivent leur établissement à une circulation libre de capitaux étrangers, dont la plupart provenaient du Royaume-Uni; mais aucun droit de propriété n'était en cause. Ce capital prenait la forme de prêts, d'obligations garanties ou non, permettant aux États-Unis de démarrer, mais la propriété et le contrôle demeuraient entre des mains américaines pour assurer l'expansion future du pays. Voilà le genre de considération que nous devons accorder à une stratégie générale visant à résoudre les problèmes de notre pays.

J'éprouve des doutes sérieux quant à une grande partie des arguments invoqués en faveur de ce genre d'institution. Le gros des investissements ne provient pas des marchés de capitaux, mais des consommateurs; il s'agit des dollars que vous et moi déboursions pour tout produit acheté. Environ 80 p. 100 des nouvelles immobilisations sont financées par les profits réalisés sur chacun de ces dollars. Elles sont financées par des allocations d'amortissement, d'investissement accéléré, d'amortissement double, et d'épuisement dans le cas des ressources minières. Voilà ce qui permet aux entreprises d'accumuler les capitaux qu'elles investiront demain.

Le placement réel de ces capitaux n'est pas tant déterminé par les désirs ou les besoins du consommateur que par la croissance que la direction de la corporation désire ou recherche. Ce sont ces capitaux qui comptent. Ce ne sont pas les traitements et les salaires versés par les corporations dans une certaine localité ou une certaine circonscription qui sont importants. Leur importance est limitée, et elle est capitale pour les employés, mais ces employés pourraient également travailler grâce à une politique sage et expansionniste du gouvernement orientée vers des objectifs peut-être plus adaptés au consommateur. L'argent versé à l'employé n'est pas aussi important que l'argent qui est retenu. Ces retenues sur le dollar sont destinées à la distribution, aux redevances, aux frais de gestion, de recherche et de développement, toutes choses payées par le consommateur. Les bénéfices sont réalisés et affectés à de nouveaux investissements pour la recherche et le développement, la technologie, les installations et l'outillage de l'avenir. Céder cela pour l'ensemble de l'orientation future revient à renoncer à jamais non seulement aux droits de propriété dans notre économie actuelle, mais aux droits de propriété et au droit d'orienter notre économie.

• (1540)

A cause naturellement de l'ampleur du problème, il existe une hostilité incroyable qui augmentera au cours